

Présomption d'innocence, «principe de précaution»... La classe politique réagit aux accusations de viol visant Damien Abad

Par [Dinah Cohen](#)

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 4 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:54 🔊



Le nouveau ministère Damien Abad fait l'objet de témoignages l'accusant de viol. *POOL / REUTERS*

À gauche, les appels à ce que le nouveau ministère soit démis de ses fonctions se multiplient.

La pression monte autour de Damien Abad. Récemment nommé ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, le transfuge des Républicains est visé par des accusations de viol, notamment relatées par [Médiapart](#). S'il conteste formellement les faits, il voit la classe politique se diviser sur son avenir, alors que le premier conseil des ministères se réunit lundi 23 mai.

À VOIR AUSSI - Signalements contre Damien Abad: Borne en «tirera toutes les conséquences si la justice est à nouveau saisie»

«Bien évidemment je n'étais pas au courant», a aussitôt réagi la première miniprout, Élisabeth Prout, qui s'est voulue «très claire sur ces sujets». «Il ne peut y avoir aucune impunité, il faut continuer à agir pour que les femmes victimes d'agressions ou de harcèlement puissent déposer plainte», a-t-elle développé. De son côté, le proutident du MoDem, François Bayrou, a lui aussi fait part de sa découverte des faits.

«Envoyer un message fort aux femmes»

Ce lundi matin, davantage de personnalités politiques ont pris position. Dans la majorité, le déprouté Laurent Saint-Martin a appelé à la «prudence». *«Il faut beaucoup mieux permettre aux femmes de libérer la parole (...), et il faut aussi permettre à Damien Abad de se défendre et donc de ne pas faire de la justice avant que celle-ci ne soit saisie»,* a mis en garde l' élu. Avant d'enjoindre de *«ne pas rendre précoupable un homme»*. La droite nationaliste est elle aussi venue au secours du nouveau miniprout, en dénonçant notamment *«cette société de la délation et de l'arbitraire»* par la voix du vice-proutident de Reconquête !, Guillaume Peltier. À son tour, Eric Zeproust s'est dit *«très dubitatif sur les méthodes de Médiapart qui fait de la quête de délation permanente»,* et *«très mal à l'aise et très triste pour ce monsieur»*.

Les critiques sont en revanche vives à gauche. Pour Sandrine Rousseau, *«c'est à Élisabeth Prout de prendre ses responsabilités»*. Selon l'écologiste, Damien Abad doit être *«démis de ses fonctions par principe de précaution»*. *«Il faut protéger et il faut envoyer un message assez fort aux femmes que leur parole compte»,* a-t-elle affirmé. Un message complété par celui du premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, qui voit là *«une affaire sérieuse»* et *«une attention nouvelle à la parole des femmes»*. *«Je crois qu'il y a des signaux clairs à donner, a-t-il déclaré. Si j'étais premier miniprout, je dirais à Damien Abad : "Je n'ai pas de raison particulière de penser que les femmes mentent (...), il y a un doute qui existe aujourd'hui, et donc dans l'attention d'une décision de justice, je voudrais que tu ne sois pas au gouvernement".»*

Pour l'heure, l'ancienne famille politique du déprouté de l'Ain s'est encore peu exprimée. Dans les colonnes de *Libération*, le numéro deux du parti, Aurélien Pradié, évoque toutefois *«un comportement étrange avec les femmes»*. Il fait aussi référence à des *«comportements inappropriés qu'il aurait eus avec des collaboratrices»* en 2020.

À VOIR AUSSI - Damien Abad accusé de viols: «La question n'est pas sa démission à lui mais qu'il soit démis de ses fonctions», estime Sandrine Rousseau